

Quand tombent les masques



Rassemblement de solidarité avec le groupe El Khabar. © Billel Zehani/Liberté

La démarche de Hamid Grine est d'autant plus suspecte qu'elle a appelé à l'appui fantassins, snipers et propagandistes.

Le ministère de la Communication a engagé une action en justice pour annuler la transaction commerciale conclue entre le groupe de presse El Khabar et la société Ness-Prod, filiale de Cevital, sous prétexte qu'elle tomberait sous des interdits prévus par la loi organique relative à l'information. La plainte a suscité d'intenses débats et provoqué de vives polémiques. Tous les experts qui ont pris part aux débats ont démontré, solides arguments à l'appui, que non seulement cette transaction est tout ce qu'il y a de légal mais aussi que le ministère de la Communication n'a pas qualité de plaignant. C'est un avis largement partagé, y compris par des intervenants auxquels l'on connaît plutôt une proximité avec le pouvoir qu'une sympathie pour l'opposition. Pour ces derniers, le fait que ce soit Hamid Grine qui s'interpose pour saborder une entente commerciale entre deux parties est en lui révélateur de motivations inavouées. La démarche de Grine est d'autant plus suspecte qu'elle a appelé à l'appui fantassins, snipers et propagandistes. Tout un contingent qui s'est mis au garde-à-vous et au service du ministre de la Communication de son clan, pour sonner la charge, chaque jour plus lourde, contre Rebrab et contre tous ceux qui dénoncent l'arbitraire dont il est victime et l'injustice qu'on se prépare à lui faire subir. L'acharnement contre l'homme d'affaires, à qui est intenté un procès en sorcellerie, cache mal cependant ce qui se trame au niveau du clan qui s'est rendu maître de la décision politique suite à la maladie du chef de l'État et son incapacité à assumer l'entièreté de ses charges : la préparation de la succession à Bouteflika. Une succession que le clan voudrait qu'elle soit, sinon dynastique, un passage en force

alors. Peu sûr de gagner à la loyale, le moment de la compétition venu, en 2019, peut-être même avant, Hamid Grine et ses amis du clan ont décidé de fausser le jeu dès à présent, en faisant le procès politique de l'opposition et en montant des cabales judiciaires contre tous ceux dans les sphères économiques et médiatiques pouvant gêner et contrarier leur dessein : le hold-up électoral. S'il était leur contemporain, Machiavel aurait enrichi son traité de politique de plusieurs volumes. Car, eux, ils ne sont pas que dans la ruse et la manœuvre. Ils ont inventé ce que l'on pourrait appeler la méthode bulldozer, laquelle consiste à éliminer, sous des prétextes fallacieux, toute velléité d'opposition. Ils nous en donnent la preuve à travers les médias publics et parapublics à l'affût, depuis le début de l'affaire El Khabar, de la cible à "flinger" parmi les contradicteurs de Hamid Grine. Un journal que personne ne lit, qui ouvre ses colonnes à "celui qui parle de lui à la troisième personne du singulier", s'est même trouvé une nouvelle vocation : dénier aux Algériens d'avoir un avis contraire aux thèses de Hamid Grine et de son clan.

S. A. I.